



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté N°25-DDTM85-155

établissant des prescriptions spécifiques au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, relative au renouvellement de l'autorisation du dragage d'entretien et du rejet des sédiments du port des Sables d'Olonne pour la partie concédée par la Chambre de Commerce et de l'industrie

Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, notamment le titre « eau et milieux aquatiques et marins » et ses articles L. 214-3, L.218-44, L.219-4, R. 214-1, R. 214-32 à 40-3 et R. 218-3 ;

VU le code des ports maritimes ;

VU la convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique Nord-Est, dite OSPAR, signée à Paris le 22 septembre 1992, publiée par le décret n° 2000-830 du 24 août 2000 ;

VU le décret n° 2006-798 du 6 juillet 2006 relatif à la prospection, à la recherche et à l'exploitation de substances minérales ou fossiles contenues dans les fonds marins du domaine public et du plateau continental métropolitains, notamment l'article 2 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 février 2001 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux travaux de dragage et rejet y afférent soumis à déclaration relevant de la rubrique 4. 1. 3. 0 de la nomenclature de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrête ministériel du 9 août 2006 modifié relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejet dans les eaux de surface ou de sédiments marins ou estuariens ou extraits de cours d'eau ou de canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 3.2.1.0 et 4.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

VU la directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

VU le plan national d'action (2021 – 2025) en faveur des puffins des baléares piloté par l'Office National de la Biodiversité ;

VU l'arrêté du 14 novembre 2016 portant désignation du site Natura 2000 Côtes rocheuses, dunes, landes et marais de l'île d'Yeu (zone spéciale de conservation) ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE 2022 – 2027) du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté du préfet de bassin le 03 mars 2022 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) d'Auzance et vertonne approuvé par le préfet de Vendée le 18 mars 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2014 renouvelant et réécrivant l'autorisation du dragage et du rejet des sédiments du port des Sables d'Olonne pour la partie concédée par la Chambre de Commerce et de l'industrie ;

VU le décret du Président de la République du 03 novembre 2021 portant nomination de Monsieur Gérard GAVORY, en qualité de préfet de la Vendée ;

VU l'arrêté du Premier Ministre du 24 février 2022 portant nomination de Monsieur Didier GÉRARD, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires et de la mer de la Vendée ;

VU l'arrêté préfectoral N°2023-DCL-BCI-1167 du 14 septembre 2023 portant délégation de signature à Monsieur Didier GÉRARD, directeur départemental des territoires et de la mer de la Vendée ;

VU l'arrêté préfectoral N° 25-DDTM85-3 du 30 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Dominique PAILLET, chef de service eau et nature ;

VU la demande de renouvellement d'autorisation de dragage et d'immersion déposée par la Chambre de Commerce et de l'industrie de la Vendée le 24 janvier 2024, accompagnée de l'étude d'incidence de janvier 2023 (GAIA – Terre bleue, 149 pages + 3 annexes) ;

CONSIDÉRANT que les résultats des analyses physico-chimiques font classer le projet de travaux dans le régime d'autorisation et que la chambre de commerce et de l'industrie de la Vendée sollicite un renouvellement d'autorisation des dragages d'entretien des ports de commerce et de pêche des Sables d'Olonne ;

CONSIDÉRANT que le dossier de renouvellement déposé n'entraîne pas, par sa nature et son ampleur, de modification substantielle ;

CONSIDÉRANT qu'en raison de la mauvaise qualité de leurs sédiments, deux zones sont exclues du programme de dragage d'entretien (Secteur Est du bassin de commerce et secteur Est du bassin de pêche) ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de rendre au port des Sables d'Olonne ses caractéristiques nautiques en respectant les prescriptions du cahier des charges des concessions et d'assurer notamment les conditions de sécurité du port ;

CONSIDÉRANT que les effets sur l'environnement des travaux envisagés sont minimisés autant qu'il est possible par diverses mesures prévues par le dossier ou prescrites dans l'arrêté préfectoral et que ces mesures concilient l'activité avec l'environnement aquatique et les autres activités locales ;

CONSIDÉRANT que les zones d'immersion ont été déterminées après études approfondies des possibilités de dépôt des produits et des incidences sur les fonds marins, qu'elles ont été suivies pendant plusieurs campagnes de dragage et qu'il y a lieu de poursuivre ces observations lors des nouvelles campagnes ;

CONSIDÉRANT que les opérations de dragages sont compatibles avec les objectifs et les dispositions du document de stratégie de façade Nord Atlantique Manche Ouest et la carte des vocations NAMO zone n°5g ;

CONSIDÉRANT que les opérations de dragages intègrent le plan d'action du DOCOB qui précise la nécessité de respecter les objectifs de conservation des espèces du site Natura 2000 en mer.

ARRÊTE

Article 1^{er} – Bénéficiaire de la déclaration

La Chambre de Commerce et de l'Industrie de la Vendée, – 16, Rue Olivier de Clisson – 85 000 LA ROCHE SUR YON – N°SIRET : 18850049000019, représenté par son Président, dénommée plus loin, « le titulaire », est bénéficiaire d'une autorisation de dragage et d'immersion des déblais de dragage des Ports de commerce et de pêche des Sables d'Olonne, selon les modalités définies dans la réglementation en vigueur et dans le présent arrêté.

Article 2 – Objet de la déclaration

Les travaux et activités doivent être conformes au dossier de déclaration déposé le 24 janvier 2024 et joint à la demande de renouvellement d'autorisation sous réserve de l'application des prescriptions du présent arrêté et de la réglementation. Les dragages portent sur la partie de domaine public maritime portuaire concédée par le département de la Vendée au titulaire ; le chenal depuis la grande jetée jusqu'à l'intérieur de « Port Olona » y compris le poste sablier et le ponton des marins retraités, le bassin de pêche avec une partie plaisance et le bassin de commerce.

Les travaux et activités autorisés relèvent de la rubrique suivante de la nomenclature de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement :

N° de rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
4.1.3.0	Dragage et/ou rejet y afférent en milieu marin : 2° Dont la teneur des sédiments extraits est comprise entre les niveaux de référence N1 et N2 pour l'un des éléments qui y figurent : a) sur la façade métropolitaine. Atlantique-Manche-mer du Nord et lorsque le rejet est situé à 1 km ou plus d'une zone conchylicole ou de cultures marines : ... II.-Dont le volume maximal <i>in situ</i> dragué au cours de 12 mois consécutifs est inférieur à 50 000 m ³ ;	Autorisation	Arrêté du 23 février 2001 modifié NON : ATÉE0100049A Arrêté du 9 août 2006 modifié NOR : DEVO0650333505A

Toute modification apportée par le titulaire aux installations et activités et susceptible d'entraîner un changement notable doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec les éléments d'appréciation conformément à l'article R. 214-40 du code de l'environnement. S'il juge que les effets prévisibles ou l'importance de la modification le justifient, le préfet pourra inviter le titulaire à déposer une nouvelle demande d'autorisation.

Article 3 – Les dragages

Un mois avant les dragages, le titulaire prévient le service chargé de la police de l'eau de la date prévue du début de chantier et de ses principales caractéristiques, notamment le plan de dragage.

Les dragages sont opérés mécaniquement ou hydrauliquement dans les conditions minimisant la remise en suspension des sédiments dans les eaux.

Le dragage sous la capitainerie flottante du port de plaisance peut être réalisé par une équipe de scaphandriers à l'aide d'une pompe aspiratrice immergée : les sédiments sont évacués par une conduite de refoulement dans le chenal pendant le jusant.

Dans le bassin à flot et dans le chenal, les travaux sont autorisés à tout moment du jour, de la nuit et de la semaine.

Dans les autres secteurs du port, les travaux sont arrêtés la nuit de 22h30 à 6h00 et le dimanche sauf cas de force majeure. Les épaves et les gros déchets divers éventuellement présents dans les sédiments sont enlevés, notamment par une grille, et évacués vers un lieu de stockage autorisé pour ce type de matériaux.

Dans les zones difficiles d'accès, les sédiments peuvent être remis en suspension dans les limites d'un volume annuel inférieur à 5 000 m³.

Article 4 – La zone d'immersion au large et son balisage

Article 4.1 – La zone d'immersion au large

La zone d'immersion reçoit les sédiments portuaires et éventuellement des matériaux de déroctage transportés par barge et par drague. Cette zone est un quadrilatère défini par les points suivants (voir carte annexe 1) :

	Système de coordonnées ED50	Système de coordonnées WGS84
A :	46° 28' 12" N – 1° 49' 10" O	46° 28' 08" N – 1° 49' 14" O
B :	46° 27' 54" N – 1° 48' 33" O	46° 27' 50" N – 1° 48' 37" O
C :	46° 27' 42" N – 1° 48' 44" O	46° 27' 38" N – 1° 48' 48" O
D :	46° 28' 01" N – 1° 49' 27" O	46° 27' 57" N – 1° 49' 31" O

Au besoin, une bouée est mouillée au centre de la moitié ouest de cette zone à la diligence du titulaire. Si tel est le cas, elle est soumise à l'agrément du service des phares et balises de la direction inter-régionale de la Mer – Nord Atlantique-Manche Ouest (DIRM- NAMO). La barge clape les matériaux à l'intérieur de la moitié ouest de cette zone définie, le temps de l'opération, en restant à ce point fixe central à proximité de la bouée si cette dernière est en place.

Article 4.2 – La zone d'immersion du sable

La zone d'immersion reçoit les sables qui sont dragués dans le chenal extérieur. C'est un quadrilatère situé à proximité de la grande plage, défini par les points suivants (voir carte annexe 1) :

	Système de coordonnées ED50	Système de coordonnées WGS84
A :	46° 29' 36" N – 1° 49' 10" O	46° 29' 32" N – 1° 47' 09" O
B :	46° 29' 34" N – 1° 48' 33" O	46° 29' 30" N – 1° 46' 53" O
C :	46° 29' 24" N – 1° 48' 44" O	46° 29' 20" N – 1° 46' 55" O
D :	46° 29' 26" N – 1° 49' 27" O	46° 29' 22" N – 1° 47' 11" O

Article 5 – Périodes des immersions

Les immersions sont limitées à la période allant du 15 octobre au 31 mars de l'année suivante pour la zone proche de la plage et au 30 avril de l'année suivante pour la zone au large. Au large, le clapage est pratiqué au flot et en début de jusant, depuis l'heure de basse mer jusqu'à trois heures après l'heure de pleine mer.

Article 6 – Autosurveillance du chantier par le titulaire

Le titulaire assure l'autosurveillance des travaux définie sur la fiche annexée (annexe 2) ou documents similaires, de manière à justifier quotidiennement la bonne exécution du plan de dragage et des prescriptions du présent arrêté. Il conserve l'intégralité de ces fiches dans un registre.

Le titulaire adresse une copie de ces fiches chaque semaine, au service chargé de la police de l'eau, par messagerie ; Il doit tenir à disposition les éléments de suivi des campagnes de dragage à tout moment aux autorités en charge des contrôles. Dans le cas de l'immersion au large, des cartes automatiques sont éditées et jointes à ces fichiers, certifiant la position, la sonde, le jour et l'heure de chaque opération d'immersion. Dans le cas de travaux hydrauliques, le compte-rendu quotidien a une forme libre prenant en compte les enjeux et particularités des lieux et de la technique.

Le titulaire verse les données brutes du suivi des immersions sur des plateformes ad hoc.

En cas d'incident lors du dragage susceptible de provoquer une pollution accidentelle, le titulaire doit immédiatement interrompre le dragage et le rejet et prendre les dispositions afin de limiter l'effet de ce dernier

sur le milieu et d'éviter qu'il ne se reproduise. Il informe également dans les meilleurs délais le service chargé de la police de l'eau, la capitainerie de la DDTM-DML (voir article 8) et le maire de cet incident et des mesures prises pour y remédier.

À la fin de chaque campagne, le titulaire adresse au service chargé de la police de l'eau une synthèse de ces relevés, des observations et du déroulement des opérations, dans un délai maximal de trois (3) mois.

Article 7 – Contrôle par le service chargé de la police de l'eau

Le service chargé de la police de l'eau contrôle le chantier, le dispositif de surveillance et les résultats enregistrés dont il est destinataire.

Il peut procéder à des contrôles inopinés et a libre accès à tout moment aux registres d'autosurveillance, notamment d'immersion, ainsi qu'aux dispositifs et engins en activité liés à l'opération. Le titulaire doit permettre aux agents chargés du contrôle de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions. Les frais d'analyses inhérents à ces contrôles inopinés sont à la charge du titulaire.

Le service chargé de la police de l'eau surveille notamment la non-exécution éventuelle des prescriptions du présent arrêté ainsi que les modifications qui font l'objet du dernier alinéa de l'article 1 du présent arrêté, en vue le cas échéant de sanctions administratives et pénales.

Dans le cas où le suivi révèle que les conditions de dragage et de rejet ne s'avèrent pas totalement satisfaisantes, le service chargé de la police de l'eau prend toutes mesures utiles et le cas échéant prépare un arrêté modificatif du présent arrêté pour fixer les conditions à respecter pour la poursuite des opérations. Il peut également demander au titulaire d'interrompre momentanément le chantier.

Article 8 – Mesures de précaution et de signalisation

Les difficultés éventuelles de navigation liées aux opérations de dragage et d'immersion sont limitées par tous les moyens possibles et signalées conformément à la réglementation sous la responsabilité du titulaire.

Pour des avis aux navigateurs, le titulaire adresse les éléments nécessaires avec un préavis de 72 heures au bureau « information nautique » de la préfecture maritime de l'Atlantique, compétente pour les zones d'immersion (combrest.infonaut@premar-atlantique.gouv.fr) ou à la capitainerie du port des Sables d'Olonne (DDTM-DML, ddtm-capitainerie-sables-olonne@vendee-gouv.fr), compétente pour les ports des Sables d'Olonne.

En plus de l'avis aux navigateurs, le titulaire informe le Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins des Pays de la Loire (COREPEM) des opérations d'immersion au large (corepem@corepem.fr).

La pêche à pied, la baignade et les sports nautiques sont interdits aux abords de la zone d'immersion du sable pendant les semaines de son utilisation et la semaine suivante. Toutes les mesures nécessaires sont prises pour informer les usagers notamment par affichage de panneaux signalétiques sur les lieux d'accès de la plage.

Le présent arrêté est affiché en mairie, au comité local des pêches ainsi qu'aux trois capitaineries du port pendant toute la période des travaux et pendant le mois qui précède. Le titulaire est chargé de ces signalisations et affichages.

Article 9 – Mesures préventives, surveillance du port et suivi de ses incidences

Le titulaire engage des actions préventives et de surveillance capables d'empêcher une dégradation de la qualité des eaux et des sédiments portuaires, en agissant prioritairement à la source, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral autorisant les installations, ouvrages, travaux et activités portuaires de pêche, de commerce et de plaisance des Sables d'Olonne.

Le titulaire procède au prélèvement et à l'analyse d'un nombre d'échantillons de sédiments défini en fonctions des caractéristiques du dragage à effectuer en application de l'arrêté ministériel du 9 août 2006 modifié. Le nombre d'éléments analysés ainsi que les fréquences de prélèvements et d'analyses sont définis avec l'accord du service chargé de la police de l'eau : une analyse est pratiquée avant chaque opération pour établir un état

initial (au minimum un suivi tous les 3 ans). Les résultats et interprétations de ces suivis sont transmis au service chargé de la police de l'eau.

S'il apparaît que les teneurs en composants analysés sont susceptibles d'atteindre le niveau N2, la périodicité du suivi est ramenée à un an.

Le titulaire réalise l'étude des incidences sur les milieux aquatiques, dans le but d'évaluer et d'ajuster au mieux les conditions du dragage, des immersions et des rejets et leur impact sur l'estran et les fonds marins, en particulier : bathymétries, granulométrie, stabilité des fonds, richesse faunistique notamment des fonds rocheux les plus proches du secteur d'immersion et de l'estran de la grande plage.

Le titulaire engage notamment un programme de suivi de l'impact sur le milieu récepteur. Ce programme comprend au moins les volets suivants pendant la durée du chantier et les deux semaines suivantes s'il y a rejet près de la plage :

- 1 – suivi régulier de l'extension du panache visible, notamment dans les conditions les plus défavorables ;
- 2 – observation de l'état de la plage (sédiments, observations utiles diverses) tous les jours de chantier ;
- 3 – conservation d'échantillons de sédiments prélevés avant, pendant et après les travaux de rejet, en différents points du littoral pour comparaison ;
- 4 – analyse bactériologique bimensuelle des sédiments destinés au rejet (E. coli – germe contamination fécale) ;
- 5 – appréciation de l'impact de la turbidité et des dépôts éventuels sur la faune et la flore benthiques des fonds proches de la grande plage. La zone d'immersion donne lieu à un inventaire périodique de la faune benthique. Tous les résultats et interprétations obtenus dans le cadre de ce suivi des incidences sont transmis au service chargé de la police de l'eau qui pourra, si cela leur apparaît nécessaire, demander une intensification ou une adaptation de cette surveillance.

La bathymétrie du port opérée après dragage est transmise au chargé de la police de l'eau en support informatique.

Le titulaire réunit un comité de suivi rassemblant les partenaires concernés. L'élaboration et la mise en place du programme de suivi associent ce comité avant l'opération. Le comité est tenu informé des résultats de ces suivis et ceux de l'autosurveillance prévue à l'article 6.

Dans le cas où des dégradations étaient identifiées dans les sédiments du chenal d'entrée, ceux-ci devront être nécessairement immergés et le titulaire procède à de nouvelles analyses sur les sédiments de cette zone, l'année N+1, pour vérifier l'absence de persistance dans les apports.

Article 10 – Mesures d'évitement des opérations de dragages

Le titulaire s'assurera de la déconnexion du port de plaisance et du bassin de chasse par la fermeture de la prise d'eau pendant les opérations de dragages pour éviter les phénomènes de turbidité dans le marais à l'amont du port.

Lors des opérations d'immersion au large, le titulaire évite le dérangement des regroupements d'oiseaux, particulièrement le puffin des Baléares, par une action de contournement de 150m. Le cas échéant, dans une situation de groupements diffus, le navire doit ralentir afin de minimiser le dérangement.

Article 11 – Mesures correctives des opérations de dragages

Le clapage s'effectue sur l'ensemble du site d'immersion afin de répartir les sédiments de dragage sur l'aire de dépôt.

Une gestion de l'Hygiène, de la Sécurité et de l'Environnement est mise en place afin de réduire l'impact sur la qualité des eaux et les sédiments.

Article 12 – Régime d'opposabilité juridique du document stratégique de façade

Le régime d'opposabilité juridique du document stratégique de façade, défini à l'article L. 219-4 du code de l'environnement, s'applique en mer, jusqu'aux limites de la juridiction nationale.

Les plans, programmes, schémas et projets de travaux, d'ouvrages, d'aménagements, ainsi que les actes administratifs pris pour la gestion de l'espace marin doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les objectifs et dispositions du document stratégique de façade.

Article 13 – Durée et renouvellement et caractère de l'autorisation

L'autorisation de dragage est renouvelée pour dix ans à compter de la signature du présent arrêté. La demande de renouvellement sera déposée au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation, conformément à l'article R. 214-20 du code de l'environnement. Elle comportera des compléments mettant à jour l'étude d'incidence sur les milieux aquatiques et marins et le programme des modifications envisagées. Elle justifiera notamment le maintien de la zone d'immersion, ou une demande de son déplacement, après observations détaillées de la nature des zones avoisinantes et étude des impacts manifestés sur celles-ci, en particulier sur les substrats solides. Ces observations et cette étude porteront sur une durée supérieure à deux ans.

L'autorisation de dragage est accordée à titre personnel, précaire, révisable et révocable sans indemnité. Si à quelle que date que ce soit, l'administration décidait, dans un but d'intérêt général, de modifier, d'une manière temporaire ou définitive, l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le titulaire ne pourrait se prévaloir d'aucune indemnité.

Si le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que le titulaire, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois conformément à l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement. Notamment dans le cas où certaines parties du port seraient draguées par un sous-concessionnaire, celui-ci doit en faire la déclaration ainsi et respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 14 – Recours, droit des tiers et responsabilité

Le présent arrêté peut faire l'objet de la part du titulaire, dans le délai de deux mois à compter de la date de notification, d'un recours gracieux auprès du préfet, qui sera réputé rejeté en cas d'absence de réponse dans les deux mois qui suivent la réception de la requête.

Conformément aux dispositions de l'article L. 214-10 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Nantes :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. L'éventuel recours gracieux n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

La présente décision est délivrée sans préjudice des droits des tiers qui sont et demeurent réservés.

La présente déclaration ne dispense en aucun cas le titulaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

Le titulaire sera responsable, de façon générale, de tous les dommages causés aux propriétés du fait de ses travaux et ne pourra, en aucun cas, invoquer la présente autorisation pour diminuer sa responsabilité, qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages et installations que leur mode d'exécution et leur entretien ultérieur.

Article 15 – Publication

Le présent arrêté est notifié au titulaire. Il est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée de 6 mois au moins conformément aux dispositions de l'article R 214-37 du code de l'environnement.

Un extrait de cet arrêté est affiché pendant au moins un mois en mairie des Sables d'Olonne. L'accomplissement de cette formalité est certifié par procès-verbal dressé par les soins du maire et adressé à la direction départementale des Territoires et de la Mer, service chargé de la police de l'eau.

Le présent arrêté est affiché en mairie et sur le port pendant toute la période des travaux et pendant le mois qui précède.

Article 16 – Abrogation

L'arrêté préfectoral n°14-DDTM85-54 est abrogé,

Article 17 – Exécution

La secrétaire générale de la Préfecture de la Vendée et le directeur départemental des Territoires et de la Mer de la Vendée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 17/03/2015

P/Le Préfet de la Vendée et par délégation,

P/Le Directeur Départemental des Territoires et
de la Mer et par délégation

Le Chef du Service Eau et Nature



Dominique PAILLET

— Annexe 1 : Zones d'immersion

— Annexe 2 : Fiche d'autosurveillance

Annexe 1 : Zones d'immersion



PORT DES SABLES D'OLONNE, parties CCI

FICHE D'AUTOSURVEILLANCE DES DRAGAGES ET IMMERSIONS

Fiche de suivi d'une marée pour la date du : ☐ matin ☐ après-midi

DRAGAGE :

Nom du navire :

Zone draguée :

☐ Chenal

☐ Commerce

Nature des matériaux : ☐ Vases

☐ Pêche

☐ Vases-sables

☐ Plaisance CCI

☐ Sables

plus précisément :

☐ Sables-graviers

☐ Graviers-roche

Volume dragué à cette marée :

Heures du dragage :

Cumul du volume dragué depuis le début :

H. début : H. fin :

IMMERSION :

☐ zone du large

☐ zone de la plage

Nom du navire :

Heure de sortie du port :

Localisation :

Système ED50 ou WGS84 ? (rayer)

Latitude :

Heure début clapage : Durée :

Longitude :

Heure de rentrée au port :

Sonde :

CONDITIONS HYDRODYNAMIQUES :

CONDITIONS MÉTÉO :

Heure PM :

Direction du vent :

Coefficients :

Force du vent :

État de la mer :

COMMENTAIRES :

Evolution du panache visible :

Autres :

Signature du maître d'ouvrage :
(ou de son représentant, à préciser)

Date :